

Renouveau

Taha Hussein

Kawkab al-Charq — 6 août 1933

Je ne veux pas parler du renouveau de la littérature — ce n'est pas ici le lieu de discuter de l'ancienne et de la nouvelle littérature — mais du renouveau d'al-Azhar, sujet dont on parle beaucoup depuis des années, non seulement en Égypte, ni seulement dans l'Orient islamique, mais aussi dans les pays d'Occident. La plupart des lecteurs savent ce que l'on dit, en Égypte et dans les pays d'Orient, de la réforme d'al-Azhar ; mais beaucoup d'entre eux — et peut-être un nombre non négligeable de savants azharites eux-mêmes — ignorent que certains milieux européens portent à ce qu'al-Azhar subit comme réforme un intérêt tout particulier. Il suffit de signaler les longs chapitres écrits sur l'Égypte en langue française pour l'une des grandes revues orientalistes françaises, la Revue des Études Islamiques, que publie notre ami le professeur Louis Massignon. Il ne paraît guère de livre en Europe ou en Amérique sur notre vie littéraire et religieuse sans qu'il ne comporte un aperçu, long ou bref, de la position d'al-Azhar au sein de cette vie — y participant tantôt, la combattant tantôt — et de la voie qu'al-Azhar est appelé à suivre dans un proche avenir pour relier son ancienne vie à la vie nouvelle, en Égypte en particulier et dans l'Orient islamique en général.

Le correspondant du Times au Caire fut le dernier en date à parler d'al-Azhar, de ce qu'on en attend, et de ce qu'il souhaite lui-même comme renouveau, dans le chapitre que son journal publia avant-hier, et que les dépêches télégraphiques résumèrent dans la presse égyptienne. Les Européens ne sont ni excessifs ni exagérés lorsqu'ils jugent qu'al-Azhar revêt une importance considérable et exerce un effet considérable et durable sur notre vie nouvelle. Ce sont plutôt les Égyptiens qui pèchent par négligence excessive lorsqu'ils considèrent al-Azhar, et la réforme qu'il subit, du regard détourné de celui qui s'en soucie à peine et n'y prête guère attention.

Al-Azhar est l'une des sources de la vie intellectuelle dans l'Orient islamique, et il en est même la plus ancienne ; il en fut, jusqu'à une époque lointaine, la plus puissante et la plus considérable, et il demeurera une source très puissante de culture dans cet Orient. Il suffit de relever deux choses : la première, qu'il est le plus grand institut où l'on enseigne l'islam.

La seconde, que les étudiants qui s'y rendent et y étudient ne se comptent pas par centaines, mais par milliers. Du premier point de vue, il est extrêmement puissant, de par son lien avec la vie religieuse des musulmans, son influence sur cette vie, et la nécessité qu'éprouvent les musulmans de le préserver, d'en prendre soin, et de veiller à ce qu'il demeure — comme ils le souhaitent — puissant et précieux, aussi longtemps qu'ils tiennent à ce qu'il demeure — comme ils le souhaitent — puissant et précieux. Du second point de vue, son effet s'étend loin dans la vie des individus et des communautés, car les étudiants qui s'y rendent et y demeurent longtemps en contact sortent de toutes les couches des nations islamiques, si diverses et variées soient-elles ; puis ils regagnent leurs milieux d'origine, ayant achevé leurs études ou presque, et y exercent une influence conforme à ce qu'ils ont étudié et appris, et à ce que ces influences — liées à l'enseignement, et à l'enseignement religieux en particulier — ont imprimé à leur tempérament et à leur caractère.

Ceux qui négligent al-Azhar lorsqu'ils étudient la vie égyptienne, et qui n'en tiennent aucun compte lorsqu'ils analysent cette vie ou en évaluent l'avenir sous quelque angle que ce soit, se nuisent à eux-mêmes, car ils mènent leur étude de façon incomplète, sans valeur ni substance ; et ils nuisent à leur nation, car ils négligent l'une des sources les plus puissantes qui influencent sa vie intellectuelle, religieuse et affective — et, par là même, sa vie politique et sociale, dans toutes ses branches et sous toutes ses formes.

Il ne devrait jamais être le cas que le souci des étrangers pour le présent et l'avenir d'al-Azhar dépasse notre propre souci. Car al-Azhar nous appartient avant d'appartenir aux étrangers. Et al-Azhar influence notre propre vie avant d'influencer le lien entre nous et les étrangers. Le correspondant du Times a peut-être vu remarquablement juste en observant que les élèves de l'enseignement moderne considéraient les azharites, il y a vingt ans, comme des étrangers, sans aucun lien avec eux ; et que cet état de choses a maintenant changé, de sorte que la distance entre les azharites et les autres gens instruits s'est réduite.

Et peut-être cette observation peut-elle nous aider à comprendre le désintérêt des gens pour al-Azhar et leur manque de soin à son égard. Car la plupart d'entre eux considèrent encore les azharites comme des étrangers, ou presque. Et la plupart d'entre eux croient encore que la vie moderne continuera d'avancer, tandis qu'al-Azhar restera alourdi par l'ancien, si bien que le poids de l'héritage qu'il porte le contraindra soit au retard, soit à un progrès lent et hésitant.

Cette manière de penser a l'apparence de la justesse, mais elle est profondément erronée.

Al-Azhar, comme toute autre institution égyptienne, est contraint de se plier aux nécessités de la vie moderne. Et les azharites, comme les autres Égyptiens, sont contraints de se plier aux nécessités de cette vie. Les réformateurs, en Égypte, ont tenté de traiter al-Azhar en institution arriérée, et de le devancer en créant des instituts adaptés aux besoins et aux intérêts des gens, se pliant avec aisance et facilité à l'évolution à laquelle eux-mêmes se soumettent — d'où la création de Dar al-Ulum au siècle dernier, et celle de l'École de la magistrature charaïque au début de ce siècle. Mais les conditions de la vie égyptienne, et les turbulences de la politique égyptienne, n'ont cessé de restituer à al-Azhar quelque force et quelque vigueur, lui permettant de se défendre lui-même — et permettant à quiconque tente de porter ce qu'il doit porter des charges de la vie en cette époque moderne de le faire — si bien que l'École de la magistrature fut abolie, puis rétablie, puis abolie de nouveau. Et voici que ce même Dar al-Ulum est sommé soit de disparaître, soit de retourner à son origine et de se fondre à nouveau dans al-Azhar dont il fut issu — pour lui résister, ou bien pour reprendre la voie même qu'il suivait jadis.

Ici, le correspondant du Times commet une lourde erreur, née d'une connaissance imparfaite de l'histoire d'al-Azhar depuis le début de ce siècle. Il n'est nullement vrai que la renaissance d'al-Azhar soit récente et ne remonte qu'à ces dernières années ; la vérité incontestable, au contraire, est que la renaissance d'al-Azhar est ancienne — l'Égypte l'a connue des années avant la Grande Guerre. Le plus grand mérite de sa fondation, et d'avoir insufflé une vie puissante dans l'âme de plusieurs azharites — dont certains tiennent, aujourd'hui même, les rênes du pouvoir à al-Azhar — revient au maître Imam Mohammed Abdou. La renaissance d'al-Azhar n'est donc pas fille de la Grande Guerre, ni fille du récent mouvement national, mais fille de la vie égyptienne du temps du maître Imam. Et nul homme de cette génération n'oublie les efforts du maître pour faire revivre al-Azhar lui-même, ni, après la mort du maître Imam, la lutte et le combat pour parvenir à la plus grande part possible de ce renouveau.

La renaissance d'al-Azhar a certes bénéficié du récent mouvement national, de la déclaration d'indépendance et de la constitution, tout comme toutes les institutions égyptiennes ont bénéficié de ce mouvement. Aussi a-t-il semblé à bien des étrangers, qui n'ont pas étudié notre vie en profondeur, que la renaissance azharite avait été inventée de

toutes pièces en ces jours mêmes.

Il ne fait aucun doute que le plus grand mérite d'avoir orienté ce puissant renouveau, de l'avoir organisé et entouré de sa faveur auguste et de sa sollicitude généreuse, jusqu'à ce qu'il prenne la voie qu'il suit à présent, revient à Sa Majesté le Roi.

Il est curieux que les manifestations du renouveau azharite, de nos jours, ressemblent par bien des aspects à ses manifestations d'avant-guerre ; nous en mentionnerons deux.

La première, que les azharites en vinrent à ressentir, et à aspirer à obtenir, ce que les autres Égyptiens instruits possédaient de droit, de dignité et de respect, ainsi qu'en matière de culture et de savoir. Ils observèrent ensuite que les autres hommes instruits se distinguaient surtout par le savoir moderne et les langues étrangères, et exigèrent donc d'obtenir eux aussi leur part de ce savoir moderne et de ces langues étrangères, afin d'être, comme les autres, égaux en rang, en position, en dignité et en considération, ainsi qu'en matière de pensée et d'estime.

La seconde, que les azharites, une fois parvenus à cette conscience d'eux-mêmes, aspirèrent à assumer les charges civiques comme le faisaient les autres. Ils constatèrent que les postes de l'État avaient été réservés à d'autres qu'eux et leur avaient été retirés, ne leur en laissant qu'une part infime. Ils observèrent ensuite que la cause en était leur enseignement traditionnel, qui ne les préparait pas à assumer les charges qu'exigeaient ces postes ; aussi réclamèrent-ils que l'enseignement d'al-Azhar fût réformé, et que fussent effacées les différences entre les azharites et les élèves des écoles civiles.

Les azharites ressentaient déjà cela avec force au début du siècle, et ils le ressentent encore aujourd'hui avec la même force ; et vous ne trouverez pas d'autre explication à l'empressement des azharites pour ce renouveau, à leur soutien envers lui, ni à leur hâte d'en tirer la plus grande part possible. Si l'État avait, dès le tout début de ce renouveau, considéré al-Azhar et les azharites comme il considérerait les autres institutions et les autres fils de l'Égypte, la réforme azharite eût suivi une voie droite et féconde, sans détour ni sinuosité ; mais l'État craignait les conservateurs d'al-Azhar, et ne toucha jamais à al-Azhar par la réforme qu'avec un excès de ménagement et de précaution. Et al-Azhar bénéficiait, de la part de l'État, d'un statut particulier antérieur à la vie constitutionnelle, qui rendait l'autorité de l'État sur lui légère et faible, si bien que le gouvernement ne put jamais affronter la réforme d'al-Azhar

avec la fermeté et la vigueur qu'elle exigeait.

La question à laquelle les réformateurs doivent réfléchir aujourd'hui, en considérant al-Azhar et en évaluant son avenir, présente, selon nous, deux aspects. Le premier, qu'al-Azhar est un institut d'enseignement, ni plus ni moins. Le second, qu'al-Azhar est un institut d'enseignement religieux islamique. Le premier aspect exige que les azharites soient préservés de tout ce qui serait susceptible de corrompre leur enseignement, d'affaiblir son effet sur les âmes, ou de dénaturer la formation qu'il donne à l'esprit. Le second aspect exige qu'al-Azhar soit préservé de tout ce qui serait susceptible d'affaiblir l'autorité de la religion, de jeter le doute dans l'esprit des gens sur ceux qui la servent, ou d'aggraver leur opinion à l'égard de ceux qui la défendent.

Cela signifie que le tout premier devoir de l'État est de préserver al-Azhar de la politique, et de déployer toute la force dont il dispose pour le tenir à l'écart d'elle et à l'abri d'elle. Car jamais la politique ne s'est immiscée dans une question religieuse sans y susciter le doute et le soupçon, et sans dresser entre elle et les gens un voile épais. Et combien nous souhaiterions qu'al-Azhar en particulier, et les instituts d'enseignement en général, fussent tenus à l'écart de la politique et de ses effets corrupteurs sur tout système d'enseignement où elle vient à s'immiscer.